

Gouvernement français – Le remaniement ministériel du 2 avril 2014

Les élections municipales de mars 2014 représentent une défaite historique pour le Parti socialiste, dont le mauvais score du premier tour a été amplifié en l'absence de sursaut du vote de gauche : en plus de la perte de plus de 150 villes de plus de 9000 habitants, la majorité n'a quasiment aucune chance de conserver le Sénat aux élections de septembre prochain.

Le vote exprimé au cours de ces élections **témoigne par ailleurs d'une réelle désaffection pour la « politique de gauche », au profit d'une politique sociale-démocrate plus libérale.** Le nouveau gouvernement, présenté le 2 avril à l'Elysée, est clairement constitué pour répondre à cette attente.

La confirmation de la nouvelle ligne de Hollande

Comme annoncé, le nombre de ministres de ce gouvernement « *de combat* » (selon les mots du Président) est particulièrement réduit (l'un des plus restreints de la Vème République), avec seulement 16 ministres de plein exercice. Pour autant, l'annonce dans les prochains jours du nombre de secrétaires d'Etat nuancera probablement cette notion de « *gouvernement resserré* ». La parité est toujours respectée, avec la présence de 8 femmes, dont l'ex-compagne du Président, Ségolène Royale, qui fait son entrée au gouvernement.

La nouvelle équipe gouvernementale est, à quelques exceptions près, politiquement homogène, et s'inscrit dans la ligne « hollandaise » des annonces faites au mois de janvier par le Président de la République, qu'il devra défendre devant le Parlement dans les prochains jours : réduction des déficits, redressement des comptes publics, pacte de responsabilité... Comme anticipé, **la ligne politique de François Hollande ne sera donc pas modifiée par ce gouvernement remanié**, souhaité plus « *professionnel* », sinon pour lui conférer une ampleur et une vitesse de mise en œuvre plus importantes.

La nomination d'une économiste spécialiste des questions budgétaires comme directrice de cabinet de Manuel Valls semble par ailleurs indiquer que la mise en place du Pacte de responsabilité sera une priorité pour le Premier ministre, tandis que l'annonce d'un pacte de solidarité et de « *davantage de justice sociale* » destinée à rassurer l'électorat de gauche, sera peu susceptible d'influencer la ligne politique du gouvernement. Ce dernier semble en effet décidé à mettre rapidement en œuvre d'importantes réformes structurelles afin d'envoyer des signaux positifs à Bruxelles, réformes dont la rapide mise en oeuvre pourrait permettre à François Hollande de négocier un sursis concernant le niveau de réduction des dépenses publiques également réclamé par l'Union européenne. Dans cette perspective, le gouvernement devrait demander au Parlement l'autorisation de légiférer par ordonnance afin d'accélérer la mise en place de ces réformes.

Une équipe resserrée mais peu modifiée

Après plusieurs semaines de rumeurs, **le nombre de nouveaux entrants au sein de ce gouvernement est finalement très réduit**, puisque seuls Ségolène Royal et le social-démocrate François Rebsamen (qui vient d'être réélu maire de Dijon) le rejoignent (*notes biographiques en annexe*). Longtemps pressenti pour remplacer Manuel Valls au Ministère de l'Intérieur, ce dernier prend la place de Michel Sapin au Ministère du Travail, de l'Emploi et du Dialogue social. Ségolène Royal, ex-compagne de François Hollande, mère de ses 4 enfants, candidate socialiste à la présidence de la République en 2007 et possédant une forte personnalité, était un temps pressentie à la tête d'un grand Ministère rassemblant l'éducation, la jeunesse et les sports, mais devient finalement Ministre de l'Ecologie, du Développement durable, et de l'Energie.

Le départ du gouvernement de Pierre Moscovici, Ministre de l'Economie et des Finances et directeur de campagne de François Hollande en 2012, était attendu : celui-ci ne cachait pas ses ambitions pour un poste au sein des institutions européennes, et notamment un portefeuille économique à la Commission européenne. Sa défaite aux élections municipales dans le Doubs, ainsi que son bilan très critiqué ont également joué en sa défaveur.

Pour autant, Manuel Valls a tenu à donner des gages à son électorat de gauche en nommant plusieurs personnalités emblématiques à des ministères importants : **Arnaud Montebourg, figure de l'aile gauche du PS, remporte une victoire en devenant ministre de l'Economie, du Redressement Productif et du Numérique** et s'impose comme une figure incontournable du nouveau gouvernement. D'abord critiqué pour sa défense de l'interventionnisme étatique et son patriotisme économique, ayant ensuite évolué vers une défense de la réindustrialisation par l'octroi de marges aux entreprises, Arnaud Montebourg avait vu son dynamisme salué par les entrepreneurs français : le magazine *L'Usine nouvelle* a récemment appelé à « *garder Montebourg* », et le patronat semble prêt à travailler avec lui à la défense des outils de production français. Sa mésentente avec Jean-Marc Ayrault, et surtout avec son collègue Pierre Moscovici, avait été à l'origine de nombreux « *conacs* » qui avaient embarrassé l'ancien gouvernement et mis en exergue la nécessité de réduire le nombre de ministres à Bercy. Arnaud Montebourg devra cependant travailler avec un autre social-démocrate, Michel Sapin, nouveau Ministre des Finances et des Comptes publics, dont la ligne économique ne correspond pas non plus à la sienne. Michel Sapin aura notamment pour tâche de défendre le programme budgétaire de la France auprès des institutions européennes.

Benoît Hamon, auparavant Ministre délégué à l'Economie sociale et solidaire et à la Consommation se voit quant à lui confier le Ministère de l'Education nationale, et devient ainsi un des « *poids lourds* » de ce gouvernement. Ancien leader étudiant, celui qui faisait partie avec Manuel Valls du cercle des rocardiens au début des années 1980, avant de se tourner vers l'aile gauche du Parti socialiste, est de la même génération que le nouveau Premier ministre et qu'Arnaud Montebourg, avec qui il a fondé le Nouveau Parti socialiste en 2003, et compense l'absence de ministres écologistes au sein du gouvernement. En plus de rassurer les électeurs de gauche, **Benoît Hamon et Arnaud Montebourg**

constituent un axe fort de la nouvelle équipe gouvernementale avec Manuel Valls, d'autant plus qu'ils s'étaient ralliés à la candidature de ce dernier à Matignon dès l'automne 2013.

Enfin, le maintien de Christiane Taubira, membre du parti radical de gauche, comme Garde des Sceaux et Ministre de la Justice alors qu'elle était régulièrement donnée partante, est un signal important à l'électorat de gauche pour qui elle symbolise avant tout les réformes sociétales de la majorité en place. Ce maintien était loin d'être acquis, au regard de ses nombreux désaccords avec Manuel Valls sur les questions de sécurité lorsque celui-ci était Ministre de l'Intérieur, et des récentes polémiques sur les écoutes téléphoniques touchant Nicolas Sarkozy.

Manuel Valls n'aura en revanche pas réussi à convaincre les Ecologistes de rejoindre son gouvernement, malgré plusieurs rencontres avec les principaux élus de ce parti et sa proposition de leur confier le Ministère de l'Ecologie. Ce refus, et le départ de Cécile Duflot et de Pascal Canfin, ne font néanmoins pas l'unanimité au sein de leur parti, la majorité de leurs parlementaires étant en effet favorables à une participation au nouveau gouvernement. Dès lors, la position de ces parlementaires lors du vote de confiance ou au cours des discussions des différents projets de loi semble incertaine, d'autant qu'une éventuelle opposition des Ecologistes pourrait compliquer les projets du gouvernement en matière d'énergie et de transition énergétique.

De nombreuses questions en suspens :

Après la présentation du nouveau gouvernement, plusieurs questions demeurent quant à la répartition des différents services et secrétariats d'Etat :

- La problématique des affaires européennes, fondamentale à moins de deux mois de l'élection des députés européens, n'a pas été évoquée au cours du remaniement. La création d'un secrétariat d'Etat aux questions européennes, rattaché au ministère des Affaires étrangères devrait être annoncée la semaine prochaine, avec la possible reconduction de Thierry Repentin à sa tête.
- L'incertitude est encore plus grande concernant le Commerce, qui n'apparaît pas non plus dans les Ministères annoncés et dont le rattachement fait l'objet d'une bataille entre Laurent Fabius, Ministre des affaires étrangères, et Arnaud Montebourg, qui dirige l'économie. Le premier plaide depuis longtemps pour le développement d'une « diplomatie économique » qu'il superviserait. Fleur Pellerin, ex-Ministre des PME, de l'innovation et de l'économie numérique, est mentionnée parmi les possibles candidats à la tête d'un Secrétariat d'Etat dédié au commerce, mais il faudra également que l'Elysée tranche la question du rattachement.
- La séparation de Bercy en deux ministères distincts, celui de l'Economie, dirigé par Arnaud Montebourg, et celui des Finances et des Comptes publics, conduit par Michel Sapin, s'inspire du modèle allemand. Ce choix soulève cependant la question de la répartition des compétences, et notamment du rattachement des services concernés de la puissante direction générale du Trésor, en particulier du département en charge du financement de l'économie et des marchés financiers.

L'annonce des Secrétariats d'Etats, dont le nombre est estimé à une dizaine, en début de semaine prochaine devrait contribuer à clarifier ces questions.

Les étapes à venir :

Le discours de politique générale du Premier Ministre suivi du vote de confiance de l'Assemblée nationale devraient avoir lieu le mardi 8 avril. Malgré l'opposition possible des Ecologistes et le mécontentement affiché par certains socialistes, le gouvernement devrait obtenir une majorité suffisante pour ce vote (à titre de rappel, tous les textes adoptés depuis l'élection de François Hollande l'ont été sans la totalité des socialistes, grâce à la majorité large détenue par le gouvernement à gauche), notamment du fait de l'absence probable d'une partie de la droite.

Par ailleurs, il est très probable qu'une loi de finances rectificative pour 2014 soit votée afin d'adapter le budget de l'Etat à la mise en place du pacte de responsabilité. Celui-ci doit en effet être également présenté par le gouvernement dans les deux semaines à venir, afin de permettre une adoption rapide par le Parlement.

Ségolène Royal – Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie



Née le 22 septembre 1953 à Ouakam, près de Dakar au Sénégal, Ségolène Royal poursuit des études de sciences économiques à l'Université Nancy II avant de sortir diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris en 1978 et de l'École nationale d'administration (ENA) en 1980. C'est sur les bancs de l'ENA, au sein de la prestigieuse Promotion « *Voltaire*¹ » (1978-1980), qu'elle rencontre François Hollande qui sera son compagnon pendant plus de deux décennies, le père de ses quatre enfants et son partenaire dans le cadre de son ascension politique.

Introduite auprès du Président de la République François Mitterrand - dont elle devient proche au point d'être qualifiée de « *fille cachée* » du chef de l'Etat - par son Conseiller spécial, Jacques Attali, Ségolène Royal démarre sa carrière en 1982 comme chargée de mission pour l'environnement, l'urbanisme et les affaires sociales au Secrétariat général de la Présidence de la République, fonction qu'elle conjugue, de 1983 à 1986, avec celle de Conseillère municipale de la ville de Trouville-sur-Mer.

Parrainée par François Mitterrand, elle participe à plusieurs gouvernements socialistes : déjà nommée Ministre de l'Environnement en avril 1992, Ségolène Royal intègre en juin 1997 la « *dream team*² » gouvernementale de Lionel Jospin et devient successivement Ministre déléguée à l'Enseignement scolaire (juin 1997-mars 2000), Ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance (mars 2000-mars 2001) et, enfin, Ministre déléguée à la Famille, à l'Enfance et aux Personnes handicapées (mars 2001-mai 2002).

Reconnue aujourd'hui pour sa « *fibre verte* » par les écologistes³, Ségolène Royal s'intéresse aux sujets environnementaux et énergétiques depuis ses débuts et a pris, depuis quelques années, des positions claires en faveur du développement des énergies renouvelables, de la voiture électrique, d'une meilleure valorisation des déchets, de la construction de bâtiments basse consommation et faiblement émetteurs de CO², de la réduction de la part du nucléaire « *à 50% de la production d'électricité avant 20 ans*⁴ » et de l'interdiction de l'exploitation des OGM. Elle s'oppose cependant à toute fiscalité écologique et ne ferme pas la porte à une exploitation du gaz de schiste en cas de découverte d'une méthode d'extraction maîtrisée.

Ségolène Royal a construit sa légitimité et sa popularité par son implantation locale, sa pugnacité et ses positions parfois décalées lui permettant d'effacer son étiquette d'énarque parisienne : elle devient

¹ De nombreux membres de la Promotion « *Voltaire* » de l'ENA occupent, depuis plus de 30 ans, des places de choix au sein de l'appareil d'Etat, à l'exemple de Dominique de Villepin, Renaud Donnedieu de Vabres, Michel Sapin, Frédérique Bredin ou encore Jean-Pierre Jouyet.

² Ce gouvernement a été surnommé ainsi par les commentateurs en raison de la participation de poids-lourds de la politique de l'époque comme Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn, Jack Lang ou encore Bernard Kouchner.

³ Elle était d'ailleurs l'une des invitées vedettes de l'édition 2012 des journées d'été d'EELV.

⁴ Position prise en 2011 lors des primaires socialistes.

en 1988 Députée des Deux-Sèvres, circonscription pourtant considérée comme ingagnable à l'époque, et le demeure jusqu'en 2007⁵, date à laquelle elle fait le choix de ne conserver que son mandat de Présidente du Conseil Régional, pour des raisons à la fois de conviction politique sur le non-cumul des mandats et pour se consacrer à ses ambitions nationales tout en conservant une légitimité d'élue locale⁶.

Devenue une femme politique de premier plan et une communicante expérimentée, l'ascension de Ségolène Royal s'accélère après sa large victoire aux élections régionales d'avril 2004, qui lui permet de devenir Présidente du Conseil régional de Poitou-Charentes : elle est ainsi l'une des rares femmes ministres à avoir conquis un fief rural de la France profonde.

En 2006, Ségolène Royal se présente aux primaires socialistes en vue des élections présidentielles de 2007. Face aux candidats institutionnels du PS ou « *éléphants* », Dominique Strauss-Kahn et Laurent Fabius, la candidature de Ségolène Royal séduit les médias qui contribueront grandement à en faire la favorite de ces élections internes. Sa forte popularité auprès de l'électorat de gauche, qui voit en elle la seule personne capable de vaincre Nicolas Sarkozy, empêche François Hollande de se présenter contre elle et conduit à sa large victoire aux primaires en novembre 2006⁷. Cet épisode met cependant en valeur sa relation compliquée avec les appareils du PS, qu'elle a tendance à bousculer pendant la campagne par ses prises de position et à placer en opposition avec l'électorat socialiste et les médias. Cet aspect clivant de la personnalité de Ségolène Royal pour les membres du PS demeure encore aujourd'hui.

Malgré l'élan populaire qu'elle revendique avec le lancement de débats participatifs et de son association « *Désirs d'avenir* », Ségolène Royal perd au second tour des élections présidentielles de 2007 face à Nicolas Sarkozy, avec un score de 46,94% des suffrages, et se sépare de François Hollande le soir même des résultats des législatives de juin 2007.

A la suite de son échec aux élections présidentielles, Ségolène Royal tente, forte de l'élan populaire dont elle a fait l'objet, de conquérir le PS mais échoue de peu, lors du Congrès de Reims de novembre 2008, face à une coalition autour de Martine Aubry. C'est le début d'une longue traversée du désert qui voit coup sur coup plusieurs de ses ambitions réduites à néant : en 2011, elle n'arrive qu'en 4^{ème} position des primaires socialistes de 2011 avec 7% des voix et doit se résoudre à soutenir François Hollande avec qui elle apaise cependant ses relations pendant les présidentielles de 2012 ; lors des élections législatives de juin 2012, elle tente un parachutage raté en Charente-Maritime et sa défaite électorale sonne le glas de son projet d'obtenir la présidence de l'Assemblée nationale, fonction qu'elle convoitait pour rebondir sur le plan national et qu'elle aurait sûrement obtenue avec le soutien de

⁵ Avec un intermède d'avril 1992 à mars 1993 et de juin 1997 à mai 2002 en raison de sa participation aux différents gouvernements socialistes.

⁶ Elle passe alors la main sur sa circonscription à Delphine Batho, future et éphémère Ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'énergie (juin 2012-juillet 2013) qui refusera de lui céder la place lorsqu'elle souhaitera renouer avec un mandat parlementaire aux législatives de 2012.

⁷ Sa candidature reçoit ainsi 60,65% des voix contre 20,69% pour Dominique Strauss-Kahn et 18,66% pour Laurent Fabius.

François Hollande. C'est également lors de ces élections qu'elle se retrouve impliquée malgré elle dans un scandale privé causé par un « *tweet* » de soutien de la nouvelle compagne de François Hollande, Valérie Trierweiler, au candidat dissident PS Olivier Falorni.

Marginalisée à la suite de l'élection de François Hollande à la présidence de la République⁸, Ségolène Royal adopte une position critique envers l'action gouvernementale des socialistes : elle rappelle ainsi en 2013, en plein débat sur le projet de loi sur le mariage pour tous, sa préférence pour l'instauration d'une « *union civile* », réproouve l'annonce en août 2013 d'une « *contribution climat-énergie* » alors même qu'elle avait signé le pacte écologique de Nicolas Hulot en 2007 et critique systématiquement la politique fiscale du Gouvernement car trop rude selon elle pour les Français modestes.

Sa popularité, qui reste l'une des plus élevées parmi les personnalités politiques⁹, et son image conservatrice lui valent, dans le contexte de reflux à droite des municipales de mars 2014, une entrée au Gouvernement le 2 avril 2014¹⁰. Donnée favorite pour un grand portefeuille Education/Culture pendant quelques jours, le refus des écologistes de participer au Gouvernement en fait pour François Hollande la candidate idéale au Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie en raison de son poids politique et de sa légitimité sur les sujets environnementaux.

⁸ Même si elle obtient en février 2013, avec le soutien de François Hollande, le poste de Membre du Conseil d'administration de la société anonyme BPI-Groupe en qualité de représentante des régions.

⁹ 9^{ème} personnalité politique la plus populaire, gauche-droite confondue, baromètre CSA-« *Les Echos* » de mars 2014.

¹⁰ L'obstacle lié à la confusion entre vie privée et vie publique s'étant atténué après la séparation de François Hollande et sa compagne Valérie Trierweiler.

François REBSAMEN – Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue social



Né le 25 juin 1951 à Dijon (Côte-d'Or), François Rebsamen est diplômé de droit public, de sciences économiques et de sciences politiques.

Le nouveau ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue social, personnalité modérée et homme de réseau a fait toute sa carrière au sein du monde politique. Très proche de François Hollande qu'il a accompagné dans sa traversée du désert des années 2000, son principal fait d'armes est d'avoir réussi à conquérir en 2001 la ville de Dijon, fief historique de la droite, grâce à ses bonnes relations avec les centristes. Son alliance avec le Modem lui a permis d'être réélu en 2008, puis en 2014 alors même que la gauche subissait une défaite cinglante au niveau national.

Il est par ailleurs une personnalité historique du Parti socialiste (PS) dont il a été le numéro 2 de 1997 à 2007, quand François Hollande, en était le Premier secrétaire, puis brièvement le porte-parole au cours de l'année 2003. Il a ainsi été le directeur de campagne du PS au cours des élections régionales et cantonales de mars 2004, puis directeur de la campagne pour le « oui » au référendum sur le projet de Constitution européenne.

Habitué des cabinets ministériels, François Rebsamen est un homme de réseaux : il a été un franc-maçon revendiqué jusqu'à son élection à la mairie de Dijon et entretient des liens étroits, souvent informels, avec différents syndicats aussi bien qu'avec le monde de l'entreprise ou de la police. Ce notable de province, véritable « baron » local, a passé la majorité de sa carrière professionnelle et politique dans sa région de Bourgogne, où il possède une très forte implantation.

Carrière professionnelle

François Rebsamen commence sa carrière professionnelle en tant que chargé de mission auprès du préfet de la région Bourgogne, de 1979 à 1981, avant de devenir chargé de mission au cabinet du président du conseil régional de Bourgogne, Pierre Joxe, de 1981 à 1982. Entre 1985 et 1986, puis de 1988 à 1990 il réintègrera son cabinet quand celui-ci sera ministre de l'Intérieur, comme chargé de mission, chef de cabinet, puis conseiller technique.

En 1982, il occupe la fonction de directeur du cabinet du nouveau président du conseil régional de Bourgogne, André Billardon, puis devient directeur du groupe socialiste au conseil régional de 1983 à 1984.

De 1986 à 1988, François Rebsamen est conseiller technique chargé des régions auprès de Pierre Mauroy, président de la fédération nationale des élus socialistes et républicains et ancien Premier Ministre de François Mitterrand.

Entre 1990 et 1992, il est directeur adjoint du cabinet de Laurent Fabius, premier secrétaire du PS.

Il occupe enfin de 2000 à 2001 le poste de conseiller technique au cabinet du ministre des Relations avec le Parlement, Jean-Jack Queyranne.

Engagement politique et mandats électoraux

Après un bref engagement à l'extrême gauche dans sa jeunesse, François Rebsamen rejoint finalement le parti socialiste en 1979, où il incarne une gauche modérée.

En 1994, il est élu conseiller régional de Bourgogne, fonction qu'il occupera jusqu'en 2001, en parallèle d'un mandat de conseiller général de la Côte-d'Or de mars 1998 à octobre 2008.

Il est finalement élu maire de Dijon en 2001, qui bascule à gauche pour la première fois depuis 1935, ainsi que Président de la Communauté d'agglomération du grand Dijon, et continue à occuper des fonctions au sein du PS dont il devient Secrétaire national chargé des fédérations, de l'organisation du parti et de la formation, puis chargé de la coordination entre 2004 et 2008.

Au moment de l'élection présidentielle de 2007, il devient directeur de campagne de Ségolène Royal. François Rebsamen est élu sénateur de la Côte-d'Or en 2008. Durant cette période, il occupe à partir de 2011 le poste de président du groupe socialiste au Sénat, siège à la commission des finances et travaille principalement sur les problématiques budgétaires. Il y défend alors le cumul des mandats, en opposition avec la position du Président de la République et ami, François Hollande.

Responsable des questions de sécurité pour le candidat François Hollande, il est pressenti pour devenir ministre de l'Intérieur, en 2012 puis dans les semaines qui ont précédé le remaniement de la semaine dernière. L'aminiosité et la rivalité qui l'oppose à Manuel Valls lui barre l'accès à la fonction qu'il ambitionne et à laquelle il s'est préparée mais le Président de la République impose cette fois François Rebsamen au sein du gouvernement où il devient Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue social. Il démissionne alors de sa fonction de sénateur, ainsi que de celle de maire de Dijon, où il est remplacé par son premier adjoint Alain Millot.

Sa nouvelle fonction le met au centre de la mise en œuvre du Pacte de Responsabilité, et donc de la stratégie du Président de la République.